

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

5

NOVEMBRE

1975

N° 28

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ÉDITORIAL

**journées d'action syndicale :
à l'action pour
que se manifeste
la volonté de
lutte d'ensemble
des travailleurs**

L'aggravation des conditions de travail et de lourdes pertes de pouvoir d'achat, conséquences directes du chômage partiel et de l'intensification accrue des cadences, la répression massive et systématique des luttes en cours (comme hier encore contre les travailleurs des ANPE, bloqués par la police, et ceux d'Air France sauvagement matraqués) : voilà des motifs d'agir, et sans tarder, pour tous les travailleurs !

Déjà, dans la chimie, les grands magasins, à Orlane (Orléans - où les ouvriers viennent de remporter encore une victoire)... autant d'affrontements avec les plans patronaux, autant de coins enfoncés dans la politique de crise du pouvoir. Avec ténacité, face au «libéralisme» de plus en plus «musclé», la classe ouvrière et de nombreux autres travailleurs ont amorcé la réplique. Les journées d'action dans la métallurgie, les postes, la RATP, l'EDF, les banques... seront mises à profit par les travailleurs pour manifester leur profond mécontentement.

Mais cette révolte croissante des travailleurs interpelle les directions syndicales confédérales, aux mains du P(C)F et de la social-démocratie.

C'est pour trouver une parade à cette volonté montante d'engagement des luttes que la CGT (vite ralliée par la CFDT, guère capable aujourd'hui de faire cavalier seul) a lancé ce tir à répétition de journées d'action par branches et secteurs, culminant les 5 et 6 novembre. Cherchent-ils un substitut mesquin à l'aspiration ouvrière à un mouvement de lutte d'ensemble ? Ou encore un illusoire rassemblement sur les bases du Programme Commun, comme ils l'avaient déjà tenté, à une moindre échelle, le 10 juillet à la Tour Eiffel ? De toute façon, comme l'avouait ces jours-ci un délégué CGT d'un centre de tri PTT parisien (membre du P(C)F) : «c'est un test, pour sonder la combativité des travailleurs» ! C'est ce qui inquiète les gens du PS dans la CFDT qui cherchent à refuser le combat d'ensemble sur les salaires et limiter l'action au plan local, pour tenter de faire diversion, tout en tentant de dévoyer ainsi les travailleurs.

Mais ces tentatives de toutes sortes ne sauront empêcher l'expression de la volonté croissante de lutte et d'unité des travailleurs !

C'est pourquoi, pour les communistes et les syndicalistes de lutte de classe, dans les entreprises, il s'agit de s'emparer largement de ces journées, comme d'un tremplin :

- pour mettre en œuvre des revendications unifiantes : 2 000 F minimum, 300 F pour tous, diminution d'horaire sans diminution de salaire, paiement intégral des heures chômées, pas un seul licenciement, baisse des cadences.
- pour engager le débat de masse, dans l'action : contre tout aménagement de la crise, pour la faire payer à la bourgeoisie.
- pour poser les bases d'un réel regroupement des luttes, autour des plus résolues (Air-France, Sovirel...) et rompre avec la stérile juxtaposition de journées d'action, déclenchées par les gens du Programme Commun à la tête des syndicats.

**POUR UNE RÉPONSE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS,
CONTRE LA POLITIQUE DE CRISE ET LA RELANCE DE LA
RÉPRESSION : A L'ACTION !**

remaniement aux USA la "détente" mène à la guerre



Deux personnages ont fait les frais du remaniement survenu à Washington avant-hier : Schlesinger, secrétaire d'Etat à la défense, et Colby, directeur de la CIA, la centrale d'espionnage. Gens au passé peu reluisant : au mois de juin, Schlesinger menaçait les pays arabes d'une intervention militaire américaine en cas de nouvel embargo sur le pétrole ; il réitérait plus récemment son chantage militaire, cette fois à l'adresse de la République Démocratique de Corée (Corée du Nord), accusée injustement de vouloir réaliser la réunification du pays par la force, alors que ce sont les troupes américaines qui occupent la Corée du Sud. Quant à Colby, sa seule fonction d'espion en chef de la fameuse centrale, spécialisée dans la subversion et l'organisation de coups de forces fascistes, suffirait à le qualifier. Mais il faut encore y ajouter qu'il dirigeait autrefois au Vietnam le «plan Phoenix» d'extermination systématique des cadres politiques patriotes.

(suite p. 8)

LES TRAVAILLEURS D'AIR FRANCE AGRESSES PAR LES C.R.S. : 4 blessés graves

«Nous aurons, nous voulons satisfaction». Nous sommes à Orly Nord. Les travailleurs sont venus par milliers aux AG qui se tenaient hier matin dans les différents centres d'Air France, pour décider de la reconduite de la lutte. Les mots d'ordre retentissent face aux CRS plantés tout près. Les syndicats appellent à renforcer l'action. «Il faut continuer, nous ne sommes pas isolés». Oui, il faut continuer. Face à l'intransigeance de la bourgeoisie, qui veut briser la grève à Air France, la seule réponse

suite page 5



la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

«Quel culot, appeler un journal : Quotidien du Peuple»

Pouvoir achever son quotidien, c'est la première fois que cela m'arrive et j'ai 49 balais ! Quel culot, appeler un journal : «Quotidien du Peuple», jusque là vous remplissez votre mission car le Quotidien est accessible au peuple, j'en fais l'expérience dans ma boîte où je fais lire des articles à des copains non politisés, à des gens du peuple bien conditionnés par cette société qu'au fond d'eux-mêmes ils refusent. Il existe pas mal de journaux qui s'adressent à des militants, c'est bien, il fallait un journal accessible à la masse des exploités de toutes sortes, ceux pour qui et par qui la révolution doit se faire. Il fallait un journal où ils puissent s'exprimer (importance de notre courrier), où ils se retrouvent (page des luttes ouvrières), où ils puissent enrichir leur prise de conscience, en réalité faire leur éducation politique, et là je pense que dans cette page, il est bon d'accompagner l'article principal d'entrefilets relatant des faits, car le travailleur n'est pas con, il est concret, il juge sur pièces, sur le tas, il aime qu'on le respecte en lui donnant le droit de se faire une opinion. La soif de justice, le désir d'une autre société sont existants dans le peuple à l'état intuitif, il faut continuer à œuvrer pour que cela débouche sur une prise de conscience. Je crois qu'en suivant ce cheminement vous apporterez vraiment une nouvelle alternative au peuple, qui en a marre de ceux qui veulent soi-disant faire son bonheur, il peut le faire lui-même : en ce sens des exemples de luttes où les gars prennent vraiment leurs affaires en mains, où ils se libèrent, donnez en à la pelle.

La bourgeoisie a en mains la majorité des moyens d'informa-

Ce régime assoiffé de sang...

« 16 enseignants du CEG de Tremblay (Ile et Vilaine) font parvenir aux militants du FRAP par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple une motion de soutien à la lutte des peuples d'Espagne : « Nous tenons à vous assurer de notre soutien à la lutte révolutionnaire du peuple espagnol pour l'instauration en Espagne d'un régime démocratique, populaire et indépendant. »

Belle promotion...

Je vous écris pour vous donner un exemple concret de la tentative du PS de mettre la main sur la CFDT et de s'infiltrer dans la classe ouvrière. C'est l'histoire d'un ouvrier délégué syndical CFDT à l'usine Jeudy (à Schirmeck Bas Rhin) : un millier d'ouvriers, métallurgie, groupe Floquet monopole, dans cette usine il y a eu des luttes très dures, combattives et victorieuses en 69 et en 73 animées par la section CFDT et ce délégué. Celui-ci qui adhère au PSU et fut même candidat aux législatives de 73 passait alors pour un « leader révolutionnaire » dans cette vallée vosgienne. En 74 il suivit Rocard et rejoignit le PS. Peu de temps après, il est nommé cadre et récemment à la surprise générale... chef du personnel ! On peut deviner les réactions des ouvriers quand ils retrouvent leur ancien délégué syndical qui s'occupe des augmentations de salaire, des licenciements, etc... Cette promotion n'est pas isolée, c'est la politique de la direction de nommer d'anciens ouvriers à des postes de responsabilité. C'est sans doute ce que Giscard appelle « décriper les relations sociales »...

tion, la possibilité de la manipuler, encore là quel boulot à faire toujours dans le même esprit concret, logique, juste. Pour piger ce que j'écris il faut penser que je ne suis pas licencié (à part une fois ou deux par des patrons), si j'ai passé le bac (c'est pour traverser la Seine). Par contre j'évolue dans un monde de prolos réagissant négativement par rapport à l'ouvriérisme, aux snobinards de la révolution, ces mêmes prolos qui ressentent ce que je ne sais quoi par rapport à tous ceux qui luttent pour leur libération. Il se passe vraiment quelque chose dans le monde ouvrier, berné par une fausse gauche depuis tant d'années, il commence à croire à une autre possibilité. Cela devient vraiment son affaire. Travaillons à l'union, et adieu cette société pourrie. Un truc auquel je pense

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

et qui sera à faire, c'est du moins mon point de vue, ce sera d'expliquer la vie du Quotidien du Peuple, comment il est fait, par qui.

J.G. OS Aulnay sous Bois.

P.S. : Vous faites ce que vous voulez de ce qui précède ; ayez la foi. Vous mettez le doigt dessus, vous faites un boulot vachement important. Je vous promets de ne jamais vous laisser vous couper du monde des travailleurs, ne serait-ce que par l'intellectualisme. Bon courage.

Des lettres comme la tienne camarade sont pour nous un grand encouragement et nous rendent encore plus exigeants vis à vis du journal que nous faisons. Nous retenons ta proposition concernant la vie du journal. A bientôt.



Je viens de faire connaissance... «Je viens de faire connaissance avec le Quotidien du Peuple et j'en suis ravi. Je rejoins l'opinion de certains de vos lecteurs qui pensent que votre idée est de faire un immense travail de recherche et de confrontations... Je suis d'avant qu'un parti révolutionnaire doit également se pencher sur les différentes formes que peut prendre la lutte, par exemple dans la littérature. J'aimerais qu'une page soit consacrée à l'exposition de votre doctrine ou à des textes de Marx ou de Lénine (...). Une nouvelle proposition me vient, j'ai en effet trouvé que vous parliez peu de l'oppression si flagrante de la femme et de la lutte que celle-ci doit mener pour s'offrir sa propre liberté.

Je suis enchantée de m'apercevoir que vous êtes prêts à accepter les articles de non professionnels. Je suis sûre que nous serons nombreux à vous écrire... Longue vie au Quotidien du Peuple.

M. de Noeux les Mines.

Comment s'organiser

Je suis étudiante, extra dans un grand magasin (Galeries Lafayette). Si les extras font grève, c'est la porte le soir même. ...J'aimerais qu'une discussion soit ouverte dans les colonnes du Quotidien pour voir de quelle manière on pourrait s'organiser pour rompre cette inaction forcée !

POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7 POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

«UN LECTEUR DE ST BRIEUC NOUS ÉCRIT : Le Quotidien ne peut se contenter de représenter seulement un courant d'opinion...

La parution sur 12 pages permettra de donner l'information tout en donnant le point de vue du PCR sur différents problèmes. D'approfondir dans le journal, certaines questions qui ne le sont pas aujourd'hui, faute de place. D'accorder une plus grande part aux luttes des travailleurs et aux multiples aspects de l'exploitation capitaliste dans les détails de la vie quotidienne...

MOBILISONS-NOUS POUR RASSEMBLER LES 15 MILLIONS !

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

A PROPOS DE LA JOURNÉE D'ACTION DANS LA METALLURGIE

Aujourd'hui a lieu la journée nationale d'action de la Métallurgie. Saïd, un travailleur algérien, immigré, travaille à Renault Billancourt. Il nous décrit ses conditions de travail.

J'habite dans un hôtel meublé que je quitte dès 5 h pour aller au travail. A 5 h 30 je prends le métro et je suis à l'atelier une heure après, environ, car avec le métro on arrive souvent en retard. Dans ces cas-là, la direction nous retient 10 F sur le salaire.

A l'heure actuelle je suis remplaçant, c'est-à-dire que je prends le poste de ceux qui sont absents, mon travail change souvent, l'année dernière j'ai fait plusieurs postes : Montage des pare chocs avant, des barres de tension, des amortisseurs, des codes, etc... Mon atelier c'est l'équipement-chassis, c'est un des plus pénible de la régie. Le boulot le plus fatiguant c'est le bandage (réglage des barres de tension des amortisseurs des roues arrières). Il faut trimbaler un appareil qui pèse au moins 25 kilos et c'est vraiment mal payé.

On fait 300 véhicules par équipe (600 par jour) ce qui fait à peu près 45 bagnoles à l'heure. On est tout le temps debout avec une pause d'un quart d'heure à 9 h et une autre de 3/4 d'heure à 12 h pour aller casser la croûte. Pas le temps d'aller aux W.C. il faut que le remplaçant soit libre et il y en a 2 pour 300 types. Et la chaîne ne s'arrête jamais et si tu traines trop tu te fais engueuler par le régleur ou le contremaître. Et puis il y a toujours le bruit. En ce moment j'ai mal à l'oreille, c'est une maladie professionnelle très fréquente à l'atelier. Sans parler des accidents. Avant les vacances il y a un type des presses qui est tombé sur le tapis, il a été entraîné et broyé par la presse...

Mais le plus terrible c'est le système des équipes : j'arrive pas à m'y habituer, on dort mal on mange mal, je fais souvent des cauchemars la nuit. Avant j'étais en forme, maintenant je me sens constamment crevé. Je pesais 75 kg, j'en pèse moins de 70... Tout ça pour produire des 4 L que j'ai même pas les moyens de me payer.

UN COMITE SANTE A NANCY

Après les Assises sur la Santé de juin, un groupe de travailleurs du secteur sanitaire et du secteur social a décidé de créer à Nancy un Comité Santé sur l'initiative de la cellule Santé du PCR à Nancy.

L'objectif de ce comité est d'affirmer la notion « servir le peuple » chez les travailleurs

de la santé et du secteur social. Il va également faire la jonction entre les luttes de ces deux secteurs et celles de la classe ouvrière. Pour cela, nous demandons d'entrer en contact avec d'autres comités déjà existants en France afin d'échanger nos expériences et de coordonner notre lutte sur le front santé.

Pour tout contact écrire au journal qui transmettra.

communiqués

BESANCON :
Jeudi 6 novembre - 20 h 30 Réunion-débat autour du Quotidien du Peuple Bureau de presse du Quotidien du Peuple Quartier Battant rue du grand Charmont Besançon

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication Y. CHEVET imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP

Il est nécessaire aujourd'hui de voir ce que des femmes du peuple, des ouvrières pensent de la crise. Elles sont en effet particulièrement touchées : ce sont elles qui, la plupart du temps, s'occupent de tout ce qui concerne la vie quotidienne de la famille, ce sont elles qui sont tout particulièrement exposées à toute la propagande de la bourgeoisie qui prétend les forcer à «consommer autrement», c'est-à-dire accepter l'austérité ou cautionner le catastrophisme de la bourgeoisie.

Mais en fait, la réalité de la crise leur apparaît souvent crûment, notamment du fait des pertes graves de pouvoir d'achat auxquelles elles sont sensibles. L'engagement de la lutte dans l'usine, pour elles-mêmes ou pour leur mari, la question de l'unité des travailleurs contre le chômage, à l'intérieur d'une même usine, ou pour les ménagères, sur leur quartier, pour le soutien aux entreprises déjà engagées dans l'action, voilà ce qui les préoccupe de plus en plus.

A Bourgogne-Électronique, à Dijon, nous avons rencontré une usine bien caractéristique des boîtes de femmes. 1 500 à 2 000 femmes OS y font un travail en équipes très minutieux, très épais, pour le trust Thomson. Comme dans beaucoup de boîtes qui fabriquent des biens de consommation, la menace de chômage est grande. On parle, pour l'ensemble du trust, de 10 000 licenciements, avec liquidation du secteur «composants».

Sous l'emprise des menaces de chômage, avec le travail à faire en rentrant le soir à la maison, avec le souci de boucler les fins de mois, avec le souci de l'avenir de leurs enfants, les ouvrières de Bourgo-

gne-Électronique sont en plein cœur du débat.

Ce que l'on perçoit, au travers de leurs réponses, malgré le poids du chantage à la crise, c'est le désir de surmonter les divisions que l'on essaie d'entretenir parmi elles.

Faire chômer les unes et donner des heures supplémentaires aux autres ? Devant de telles aberrations, on se posait la question de refuser des heures supplémentaires. Diviser celles qui ont des gosses et celles qui n'en ont pas ? Et l'on commence à réfléchir sur la façon concrète de résoudre ces problèmes. Diviser les hommes et les femmes ? Mais cela n'a pas empêché les femmes de lutter aussi contre le rendement. Et toutes ces divisions ne sont pas seulement le fait du patron. Il est en cela bien soutenu soit par la direction CGT, aux mains du PCF, soit par le Comité d'Entreprise aussi aux mains du PCF.

Toutes ces divisions, on peut déjà voir comment elles commencent à être combattues, et comment, contre les idées pessimistes, germent des débuts de solution. Si les femmes refusent des débrayages, c'est bien parce qu'elles sentent que seule une lutte d'envergure peut aboutir. Et il suffit qu'une boîte comme Hoover se mette en lutte pour que les ouvrières de Bourgogne-Électronique apportent leur soutien et manifestent leur désir de s'y mettre elles aussi. C'est la question de la construction d'un mouvement d'ensemble qui se pose, déjà au moins sur le plan de toute une ville. L'explication de la situation politique aujourd'hui, de la tactique d'ensemble de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, y contribuera.

Thérèse VERNET

LES FEMMES ET LA CRISE



le patron voudrait jouer sur le fait que nous sommes des femmes...

TÉMOIGNAGE D'UNE OUVRIÈRE DE BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE

«L'année dernière, on faisait 42 h 50. C'est en juin qu'on est passé à 40 h. Les filles n'étaient pas contentes, mais le patron, pour que ça soit plus facilement accepté, a regroupé les heures chômées le vendredi soir. Ça a beaucoup joué pour certaines, car ça leur permettait d'aller chercher leurs gamins, le vendredi soir, au lieu de les reprendre le samedi, comme lorsqu'on sortait à 22 h. A cette époque, les filles n'étaient pas d'accord pour un débrayage. Dans ces conditions, on a décidé de ne plus rendre les feuilles de rendement... Seulement, la situation de chômage pèse sur tout Dijon. Déjà certaines ont leur mari, par exemple à Peugeot, menacé de chômage ou, comme à Parvex, licencié... Et puis, il y a le souvenir de la lutte décevante de 73... C'est pour cela qu'on se demande : «qui est-ce qui démarrera en premier ?» sur la ville. C'est pour cela que la lutte à

Hoover, pour faire échec aux licenciements a eu un grand écho à l'usine. Quand ça a commencé et qu'ils ont formé les piquets de grève, toutes les ouvrières demandaient des nouvelles. Tous les jours, c'était l'Assemblée Générale dans l'usine. Quand les camarades du PCR (ml) leur ont annoncé qu'à Hoover, le patron était séquestré, les filles demandaient «quand est-ce qu'on en fait autant avec le nôtre ?» Ce qui nous intéressait toutes, c'était de savoir que la lutte contre les licenciements était victorieuse : «C'est pas vrai ? C'est beau, ça ! On espère en faire autant». Tu sens que ça donne un sacré espoir chez nous !

C'est ça qui permet de dépasser les arguments sur le chômage. Même pour les gosses, on a commencé à réfléchir : on a proposé une crèche, et pour les horaires (pour ne pas réveiller les gamins à 3 h du matin), on se pose le problème d'une entraide, avec les maris, les femmes du quartier, pour pas que l'argument de la garde des gosses fasse accepter le chômage partiel. Mais, il n'y a pas que le patron pour jouer sur notre condition de femmes. A la mécanique, les hommes, OP, sont sous la coupe du PCF, au lieu de lutter pour 40 h payées plein salaire, ils ont engagé un mouvement pour le maintien à 42 h 50, en disant : «On ne veut pas de femmes avec nous». Ensuite, le Comité d'Entreprise (où sont majoritaires les gens du PCF dans la CGT) a annoncé le retour aux 42 h 50 pour l'atelier du Tantele, et du chômage pour d'autres en novembre. Certaines filles disaient : «Si c'est ça la solidarité avec les filles qui chôment ! Quand on pense qu'il va y avoir des licenciements !»

On sent une grande révolte chez les filles, OS, contre cette aberration. C'est pour ça qu'il faut expliquer aujourd'hui la tactique de la Thomson, sa restructuration, le renforcement des secteurs rentables (comme les télécommunications et l'informatique pour l'armée et le nucléaire), et la liquidation du secteur composants qui soi-disant leur revient trop cher ici.

Si on explique tout ça, les plans politiques des bourgeois et la tactique du PCF, à mon avis, ça peut chauffer...»

«tu vas voir le Giscard où il va aller...»

TABLE RONDE AVEC DES OUVRIÈRES DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

Thérèse : Pour faire mieux accepter aux gens du peuple les restrictions, la bourgeoisie fait une campagne de propagande pour nous dire qu'il faut consommer moins, différemment, et qu'il en résultera du mieux... Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Gisèle : «Consommer moins pour vivre mieux ? Je ne crois pas que ça prenne...»

Colette : C'est plutôt qu'on ne peut plus rien se payer : tu as vu les vestes à la mode qui sont sorties cette année, carrées avec la capuche : ils prennent 300 F pour faire la veste à la maison Pingouin, l'achat de la laine et puis la façon. Ça m'a dégoûtée. Je suis allée aux Nouvelles Galeries acheter ma laine. Ma veste m'est revenue à 100 F.

Maryse : Les gens préfèrent apprendre à tout faire, plutôt que d'aller payer des prix comme ça. A l'usine, tu les vois toutes en train de tricoter... Tu en vois même à la cantine, sur la table, couper le patron, le tissu, et le lendemain la robe est faite. Il y a trois ans, ça, on ne le voyait pas. Pour nous, l'austérité, ça n'améliore pas la «qualité de la vie», comme ils disent.

Colette : En feuilletant le «Elle» de la semaine dernière, j'ai lu qu'ils embrayaient sur le thème de la lutte contre le gaspillage, et, qu'ils conseillaient à ces dames «d'adopter des vêtements bien coupés et dans du beau tissu, mais sobres», car «le vrai luxe, disent-ils, ne paie pas de mine».

Gisèle : Quel culot ! Quand je pense qu'il y a plus d'un an que je n'ai rien acheté... C'est simple, l'argent, c'est pour le loyer, la nourriture, la nourriture du gosse. On ne sort pas. Et je ne suis pas la seule.

Colette : Si on se restreint, ce n'est pas pour faire plaisir au patron...

Thérèse : Comment les femmes à l'usine voient-elles l'avenir ?

Gisèle : Après l'émission de Debré, à la télé, sur les «trois enfants par famille», les femmes de mon atelier disaient : «Deux déjà, il faut les nourrir !» Il y en a qui voudraient bien plus de gosses, si on leur donnait les moyens de les élever ! Elles cherchent à comprendre comment leurs parents y arrivaient, avec souvent 4 ou 5 gosses, et pourtant, le père était seul à rapporter de l'argent.

Colette : Elles pensent qu'il arrivera quelque chose. Elles s'intéressent beaucoup aux luttes... surtout quand on nous annonce 800 licenciements. Elles disent : «Si ça continue, si tout Dijon se met en lutte, ça va éclater en Révolution». Elles le sentent. «C'est pas possible,

toutes les boîtes fermées, qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Pour le moment, on supporte, on supporte... Un jour, ça va craquer».

Maryse : Il y en a qui disent : «On va tous descendre avec nos pioches, nos balais... Tu vas voir le Giscard où il va aller !...» Bien sûr d'autres ont peur : pour elles, la Révolution, c'est seulement du sang. Elles ont peur pour leurs enfants.

Colette : Mais si on se bagarre, c'est pour que les ouvriers viennent au pouvoir ! Ce n'est pas rien que pour nous, c'est aussi pour tous nos enfants...

«JE N'AI RIEN A REDIRE : ILS ONT GAGNÉ !»

Avec Colette, ouvrière de Bourgogne Electronique, nous sommes allées rendre visite à une famille ouvrière de Chenove, banlieue d'H.L.M. de Dijon.

Gérard a participé à la lutte récente à Hoover contre les licenciements. Les camarades de Bourgogne-Électronique, lors d'une délégation de soutien, avaient appris que sa femme Nicole n'était pas d'accord pour qu'il participe à la lutte pour qu'il milite au syndicat.

Nicole reste toute la journée à la maison et élève deux très jeunes enfants, sans pouvoir travailler. Le plus dur pour elle, c'est d'être obligée de rester ainsi coupée de toute vie sociale, sans pouvoir s'offrir aucune distraction. Mais la victoire contre les licenciements à Hoover commence à lui faire voir les choses d'une autre façon...

Quotidien du Peuple : Vous étiez déjà au chômage partiel. Comment avez-vous réagi quand vous avez appris les licenciements ?

Nicole : Je n'étais vraiment pas contente. Mais pourquoi

tu t'occupais du syndicat ? Je pensais que si tu étais licenciée, c'était de ta faute. Moi je pensais aux petiots, que tu allais perdre ton boulot. Pendant la lutte, il partait la nuit, il ne rentrait pas, moi j'étais sur les nerfs !

Gérard : Mais c'était pour empêcher que nous soyons tous licenciés. Si on n'avait pas été là on n'aurait rien obtenu. Se battre pour garder notre emploi c'est la seule solution. Regarde à Parvex, tout le monde est vidé parce qu'ils n'ont rien fait quand les premiers licenciements ont eu lieu.

Nicole : Au début, je ne voulais pas qu'il fasse son syndicat... les petiots le voient pas assez...

Colette (de B.E.) : Moi aussi, mon fils pleure quand je m'en vais... Mais c'est normal de prendre du temps pour la lutte... Il faut bien qu'on la change, cette société. C'est nos enfants les premiers qui en profiteront !

Nicole : Je me faisais du souci, les petiots... s'il n'y avait

plus rien à manger, je ne sais pas ce que je ferais... n'importe quoi !

Colette : Mais ce n'est pas chacun dans son coin qu'on s'en tirera... tu pensais qu'il n'était pas possible d'empêcher les licenciements ?

Nicole : Je me disais : ils seront licenciés... comme les autres boîtes. A Dijon, les boîtes licencient, les unes après les autres. C'est pour ça qu'on a toutes un peu peur du lendemain...

QdP : Ils ont séquestré les patrons, ils ont occupé, et maintenant ils ont gagné un sursis de six mois. Mais ce n'est pas suffisant, est-ce que Gérard va laisser tout tomber ? s'arrêter là ?

Nicole : Je n'ai rien à redire. Ils ont gagné. Quand on comprend à quoi ça rime ce «Chômage partiel» et comment il faut faire pour empêcher ça, alors là d'accord. On prend confiance... Avoir réussi cette lutte, c'est vrai que ça encourage pour qu'il continue !

politique

en bref

POURSUITES CONTRE DES MILITANTES DU MLAC

Une dizaine de militantes du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception seraient sur le point d'être inculpées de « coups et blessures volontaires » et « exercice illégal de la médecine ». Ces poursuites viennent à la suite de l'avortement d'une jeune fille de 17 ans, dont les parents ont porté plainte.

Encore une preuve du « libéralisme giscardien », qui tout en ayant été obligé de libéraliser l'avortement rend cette loi inapplicable, et poursuit ceux qui se battent contre son hypocrisie.

LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG

Quatre promoteurs parisiens viennent d'être inculpés de « publicité mensongère ». Et les commentateurs de se féliciter de la rapidité de l'action de la justice. Mais, Messieurs, quel est le but des millions qu'investissent les capitalistes dans la publicité, sinon de tromper les consommateurs sur ce qu'ils vendent ?

LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, OU PRÉVOIR SON DÉVELOPPEMENT ?

Dans sa présentation du budget du ministère du travail, Durafour, dans le poste « lutte contre le chômage » a prévu... de construire de nouvelles Agences pour l'Emploi. Durafour aurait-il l'intention d'embaucher plus d'un million de chômeurs dans ses agences ?

CHOTARD, VICE-PRÉSIDENT DU CNPF ANNONCE LA COULEUR POUR 76

« La situation est tellement grave que nous pouvons nous demander aujourd'hui si, au cours de l'année prochaine, nous serons en mesure de poursuivre une politique salariale qui garantisse totalement le maintien du pouvoir d'achat ».

Quand on sait que le CNPF considère que notre pouvoir d'achat a augmenté cette année, - on ne s'en était pas rendu compte - on imagine aisément ce que nous réservent ces prévisions : une baisse record de notre pouvoir d'achat.

le C.C. du P«C»F

Le comité central du PCF se réunira aujourd'hui et demain, à l'ordre du jour : l'examen du « projet de document préparatoire au 22^e Congrès ».

Des questions épineuses en perspective pour le parti révisionniste. Comment maintenir son influence électorale et empêcher le PS de prendre la première place dans l'union de la gauche ?

Comment, alors que la classe ouvrière affirme sa combativité, réussir à apparaître comme le parti des travailleurs ?

Des questions qui se posaient déjà au précédent Congrès extraordinaire, et qui n'avaient pas, et pour cause, trouvé de solution.

sortant de chez Giscard : **Nicoud** "nous sommes prêts à la concertation"

Nicoud était reçu hier soir chez Giscard ; à sa sortie, il s'est déclaré « à priori satisfait de la normalisation des rapports avec les pouvoirs publics. Nous sommes prêts à la concertation, mais si Fourcade ne suit pas, il faut s'attendre à de nouvelles actions ». Le mouvement qu'il a lancé en 1969, qu'est-il devenu ? Quel est l'avenir des petits commerçants ?

Né au début de 1969 de l'action d'un petit groupe de commerçants et d'artisans, le CID a exprimé assez rapidement l'exaspération d'une partie des petits commerçants.

- exaspération devant la prolifération des grandes surfaces qui tendent évidemment à la ruine du petit commerce.

- exaspération devant l'accumulation des charges de toutes natures (patente, assurances etc...) qui grèvent les marges.

C'est d'ailleurs la mise en application au premier janvier 69 de la loi sur l'assurance maladie (prévoyant des cotisations très lourdes pour des services réduits) qui déclenche le mouvement des commerçants.

Celui-ci pris d'emblee un tour violent et massif, multipliant même les actions illégales : occupations de perception, actions contre les agents du fisc, représailles contre les supermarchés, barrage de routes, grèves de l'impôt etc...

Certains virent dans cette violence, non seulement le signe d'extrêmes difficultés pour le petit commerce, mais aussi le

gage d'une action de caractère révolutionnaire. Mais outre les dénégations de Nicoud lui-même qui insista sur le côté « apolitique » et corporatiste de ces mouvements, c'était oublier un peu vite la perspective dans laquelle ils se placent. Car la direction du CID ne conteste pas le système capitaliste lui-même. Elle n'en condamne que certains effets, l'installation des grandes surfaces notamment. Elle répand l'illusion qu'il est possible d'assurer le maintien et le développement du petit commerce.

Au tour massif et violent pris par le mouvement des commerçants, la bourgeoisie répondit de deux manières :

- d'une part par la répression, car, évidemment, la bourgeoisie n'a jamais intérêt à voir les agents de l'Etat tournés en dérision, les ministères occupés, les perceptions saccagées. D'où brutalités policières, commerçants déferés au parquet, poursuites pour non-paiement d'impôts, retraits de permis, prison etc...

- d'autre part par certains aménagements, car la bourgeoisie n'a pas intérêt à briser l'alliance de classe avec les petits commerçants pour maintenir sa domination politique. D'où : la loi Royer ou la refonte de la patente.

Dans cet esprit, les élections professionnelles aidant, le CID devint l'interlocuteur privilégié du gouvernement. Nicoud devint président de la CANAM (caisse des assurances maladies). La base du CID-UNATI s'élargit.



Mais il serait illusoire de croire que les choses vont pour le mieux :

En fait, les petits commerçants ont déjà pu faire l'expérience du caractère illusoire en bonne partie de la loi Royer : car celle-ci, venant après une certaine saturation des grandes surfaces, n'a pas empêché, loin de là, la ruine du petit commerce. D'autant que les autorisations d'implantation sont accordées là où le marché n'est pas déjà couvert par les grandes surfaces.

Quant au système des assurances maladies en vigueur, c'est Nicoud lui-même qui a dû démissionner de la présidence de la CANAM, mettant en cause les difficultés dressées par le gouvernement.

D'où l'attitude qu'observe le CID depuis le début 74 : volonté de négociation et de conciliation, mais pressions constantes.

Il n'est pas du tout exclu que de nouvelles contradictions éclatent violemment à propos de

l'implantation de grandes surfaces, de l'assurance maladie, de la fiscalité etc... D'autant que les difficultés économiques de la bourgeoisie l'incitent, moins que jamais, à abdiquer son projet de mettre la main sur tout le système de distribution et partant, de ne plus laisser aux petits commerçants cette part de plus-value si chèrement acquise... sur le dos du prolétariat.

Le petit commerce est inévitablement condamné dans le système capitaliste, quels que soient les reculs tactiques. A la différence du système capitaliste, le socialisme ne signifiera pas la ruine du petit commerçant (du moins pour ceux qui ne tenteront pas de s'opposer illégalement au nouveau régime). Certes le socialisme ne pourra s'accommoder de la présence de centaines de milliers de distributeurs individuels et ce pour des motifs économiques (car cela signifierait un gachis de travail social) et politiques. Mais il donnera aux petits commerçants des possibilités de s'unir, de se grouper.

Aujourd'hui, il ne peut exister de mouvements de petits commerçants progressiste qui se conçoivent indépendamment de l'alliance avec la classe ouvrière, tant du point de vue de sa perspective stratégique (l'abolition du système capitaliste) que la définition de mots d'ordre tactiques qui n'entrent pas en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière : retraite, assurance maladie etc...

Giscard, Chaban... et l'Aquitaine

Une exposition s'est ouverte hier à Paris sur l'Aquitaine, dont le conseil régional est présidé par Chaban-Delmas. L'affaire devient « intéressante » quand Giscard se rend à l'inauguration et y rencontre Chaban : surtout quand on connaît la « bonne entente » entre eux deux depuis leur concurrence dans la course au fauteuil présidentiel en 1974.

Chaban vient justement de publier un livre. Manifestement, il n'a pas digéré son échec remarquable. Mais curieusement il n'est pas très virulent contre Giscard. Il préfère s'en prendre à l'entourage de Pompidou qui aurait cherché depuis longtemps à lui mettre des bâtons dans les roues sur son projet de « nouvelle société », poussant Pompidou à dire : « Laissez donc tranquille votre nouvelle société, personne n'y croit. Vous rasez tout le monde ». Ce qui n'empêche pas par ailleurs Chaban de se présenter comme le successeur spirituel de Pompidou. Chaban évoque également comme une « manœuvre » la nomination de Chirac au ministère de l'Intérieur, « centre vital pour toute élection ; la suite devait en apporter une nouvelle preuve ». Tout le malheur de Chaban, c'est d'avoir été non seulement évincé contre Giscard, mais aussi d'avoir été mis à l'écart dans l'UDR. Giscard comme Chirac le lui font sentir, car il se trouve que ceux qui aujourd'hui disposent du pouvoir,

distribuent les crédits aux régions selon des critères qui visent avant tout l'élargissement de la majorité giscardienne.

Précisément, les crédits accordés aux régions dans le cadre du plan de relance de septembre ont curieusement été plus minces pour celle de Chaban : 70 millions pour quelques routes, mais pas de quoi réaliser les liaisons autoroutières. Du vague pour le reste. La punition pour Chaban apparaît claire quand à la même époque, la Picardie reçoit 200 millions, la Haute-Normandie 140, le Limousin de Chirac 140 millions, sans parler des 320 millions pour Rhône-Alpes et les 690 millions attribués spectaculairement par Giscard à l'Auvergne.

Si Chaban est aujourd'hui un fervent défenseur de la régionalisation, c'est parce qu'il espère ainsi disposer pour sa région de crédits qui lui passent actuellement sous le nez, parce qu'il ne dispose plus des « amitiés » utiles dans ce genre d'opérations.

Hier Giscard pouvait alors devant Chaban déclarer : « L'Aquitaine ne peut pas rester à côté du développement national ». Une manière de dire : pour avoir des crédits, c'est simple, soit Chaban ne m'ennuie pas avec ses histoires, soit on vise à l'isoler au sein de son conseil régional.

POLLUTION CHEZ LECANUET

A Rouen, ville déjà reconnue la plus polluée de France, la pollution vient de franchir un nouveau pas. Dans la soirée de lundi, l'atmosphère de la ville s'est empuantie d'émanations particulièrement désagréables. Voici ce que nous disait un habitant de Rouen : « Lundi, une odeur d'œufs pourris s'est répandue. Je n'y ai pas beaucoup prêté attention, car les odeurs des raffineries et des usines chimiques de la ville sont quelque chose de fréquent chez nous. Mais en rentrant chez moi, le gaz avait pénétré dans l'appartement, y compris dans la chambre des enfants, provoquant des vomissements. » Les pompiers et les hôpitaux de la ville sont submergés d'appels, certains habitants s'enfuient même à la campagne, pendant que la préfecture explique qu'il n'y a rien de grave...

La pollution venait d'une usine de produits chimiques, l'usine Lubrizol qui avait laissé échapper un mélange de « mercaptan » et d'hydrogène sulfuré, pour la deuxième fois dans la semaine. Or, si le mercaptan n'est pas toxique à faible concentration, il le devient, passé un certain seuil, et de toutes manières l'hydrogène sulfuré l'est.

« Je fais confiance aux grandes entreprises, qui investissent dans la lutte contre la pollution... » C'est ce qu'annonçait

Jarrot, le pourfendeur de fumées... Ce qui se passe chez son collègue Lecanuët, maire de Rouen, en dit long à ce sujet : tous les jours l'usine de papier-carton déverse ses déchets dans la Seine, polluant ainsi l'eau de la ville, les Rhône Poulenc, Shell, et autres PUK rendent l'atmosphère irrespirable. La pollution que subissent les habitants de la région est encore pire pour les ouvriers de ces entreprises : en 1974, 10 ouvriers en sont morts, dont quatre à Rhône Poulenc, et deux à Shell. A cette occasion, 1 500 travailleurs de la raffinerie l'avaient envahie le 25 juillet dernier, à Uguine-Kulman, dans un atelier de pentasulfate de phosphore, un ouvrier est retrouvé mort d'un œdème aigu au poulmon. Pour l'inspection du travail, c'est une crise cardiaque... Immédiatement, les travailleurs de PUK manifestent au siège de l'entreprise.

Pour la CFDT Chimie, « les patrons utilisent à fond le chômage actuel. Ils font, en gros, le chantage suivant : pollution et intoxication au travail ou chômage. Du côté de la mairie ou de la préfecture, c'est de la rigolade : suite à une action que nous avons engagée, on nous a proposé d'installer des sondes dans la ville... pour mesurer le taux de pollution ».

Eric BREHAT

actions hier a l'ANPE



Les syndicats CGT et CFDT appelaient hier les employés des Agences Nationales pour l'Emploi, à une journée de grève et de manifestations, avec les chômeurs. Chaque jour, c'est des centaines de chômeurs qui passent dans les agences. Les employés dénoncent les entreprises qui, comme Renault, viennent recruter des «chômeurs musclés» dans les files de pointage, les sociétés intérimaires qui, comme à Dieppe, Montluçon et Grenoble, viennent recruter sur place, la police qui vient demander des renseignements à l'ANPE. Le racisme à telle agence parisienne, plus de 80% des offres téléphonées par les patrons et qui passent en «libre service», sont en fait réservées aux «français blancs». Pour avoir l'aide publique, il faut attendre souvent 4-5 mois. Plusieurs milliers de dossiers sont

en retard. Quand on sait que la plupart des chômeurs ne touchent que 40% de leur salaire !

Pour les employés de l'ANPE, la solution ne peut consister seulement en augmentations de personnel et de moyens matériels. La lutte doit se mener avec les chômeurs. C'est cela que craint par dessus tout la direction ; ainsi, à Clermont-Ferrand, un militant CGT a été traduit devant le conseil de discipline de l'ANPE, et mis à pied un mois sans solde, parce qu'il avait été solidaire de chômeurs lors de l'occupation de l'Agence. Cette fois encore, la direction générale, dans une note adressée à chaque agent, les a mis en garde contre la grève. Le patronat craint par dessus tout que se réalise l'unité des travailleurs actifs et chômeurs, dans la lutte contre le chômage.

aujourd'hui, greve de 24h a la RATP

Cette journée de lutte pour les travailleurs de la RATP revêt un caractère particulier étant donné que c'est la première lutte depuis 68 qui va regrouper les roulants avec ceux des bus et des ateliers. Les revendications principales de cette journée portent surtout sur les conditions de travail et l'augmentation des effectifs. Il s'agit de la semaine de 38 h (soit 104 repos pour l'exploitation), mais aussi sur une retraite décente et l'augmentation des salaires. Tirant les leçons de la grève de 71 qui dura 9 jours et qui cessa suite à la propagande de la bourgeoisie, qui tenta de monter les usagers contre les grévistes, des tracts ont été distribués hier, principalement dans les gares de banlieue et les points d'affluence. Cela de manière à expliquer aux travailleurs les motifs de la lutte et la nécessité de soutenir cette action. L'idée de cette action, nous disait un délégué CFDT, est venue grâce aux succès qu'avaient rencontrés les camarades postiers dans la popularisation de leur lutte. Elle est aussi positive car elle réunit enfin tous les secteurs dans le cadre d'une même journée d'action, alors que la direction tente de développer l'esprit catégoriel et ceci particulièrement par le projet de démantèlement de la RATP en quatre sociétés indépendantes les unes des autres (Métro, Bus, Gestion, Entretien). Mais pour beaucoup, cette journée n'est pas exactement ce qu'ils voudraient. Le fait que chacun de son côté (Banques,

Assurances, EDF, PTT, Métallurgie, etc...) fasse grève sur deux jours sans qu'il n'y ait pour cela de mouvement commun apparaît comme peu mobilisateur, le fait que le Syndicat Autonome Traction (les roulants du métro) appelle à travailler avec leur compères de la CFTC et de FO, rejoignant ainsi les positions de la CFT, n'aidera pas non plus à



la mobilisation. C'est pour cela qu'aujourd'hui, beaucoup ont décidé de faire de cette journée, une journée de mobilisation et d'explications avec les travailleurs et non pas de rester chez soi pour reprendre le travail demain comme si de rien n'était, de manière à pouvoir se servir de cette lutte comme d'un tremplin pour les luttes à venir.

José GARCIA

RENCONTRE DES USINES EN LUTTE

Orléans reprenant le travail ce matin ce sont les délégués qui ont rendu visite aux 300 grévistes de Quelle. Les correspondants du Quotidien du Peuple, à l'initiative de cette rencontre, étaient présents. Des acclamations saluèrent l'arrivée de ceux d'Orléans dont l'intervention fut fréquemment entrecoupée d'applaudissements. Ils expliquèrent le sens de leur lutte et les moyens mis en œuvre pour vaincre, le comité de grève et la prise en main de leur lutte par les travailleurs, la détermination face aux provocations et volonté d'unité dans et pour la lutte, l'organisation du soutien extérieur. Ils annoncèrent ensuite l'ampleur du succès obtenu et la suite de leur mouvement :

- la prime anti-grève supprimée et redistribuée aux grévistes, environ 380 F par personne,
 - le paiement intégral du dernier vendredi et lundi de grève.
- La venue de ceux d'Orléans tombe à pic pour les travailleurs de Quelle qui sont amenés à se poser des questions,
- après 5 jours de grève, comment tenir, organiser et avoir le soutien des autres boîtes ?
 - comment faire prendre en main la lutte par l'ensemble des grévistes ?
 - pourquoi ne pas être présents avec les délégués lors des négociations pour montrer notre force au patron ?

Une travailleuse de Quelle nous disait : «La venue d'Orléans nous a remonté le moral après la division de ce matin et les questions que l'on se pose sur la conduite de l'action par les syndicats, on demande 100 F au 1^{er} novembre, n'avons-nous pas d'autres revendications ? Pourquoi, lorsqu'on veut organiser le soutien, on nous répond «débrouillez-vous», sans nous expliquer dans quelle boîte aller, sans prévenir les autres sections syndicales ? Ce qu'on aurait dû faire dès le début, c'est faire venir les travailleurs d'Orléans avec nous et envoyer des gars de chez nous au piquet d'Orléans».

AIR FRANCE

Suite de la page 1

les travailleurs le montrent, c'est la lutte, son élargissement à d'autres secteurs, son intensification, sans concession aucune : les bureaux de Paris, ceux d'Arcueil ont arrêté le travail pour 24 h, les travailleurs communaux ont fait de même. Mieux, ce sont les ouvriers des fonderies de Choisy, en lutte depuis plus d'un mois, qui étaient présents hier, en signe de soutien. A 10 h, en assemblée générale, les travailleurs votèrent la poursuite de la lutte, puis s'engouffrent dans le train, dans le métro, martelant de leur poing les mots d'ordre qu'ils saluèrent de misère. Les discussions vont bon train : «Nous sommes conscients de l'importance de notre lutte dans la situation actuelle, nous pouvons, nous devons gagner». A 11 h, ils sont plus de 4 000 à s'engouffrer dans les locaux du siège social d'Air France, à la Tour Montparnasse, d'abord par les fenêtres, puis par les portes. Quelques minutes avant, ce sont les travailleurs des Chèques Postaux qui, à leurs fenêtres, saluent la lutte avec des drapeaux rouges. Très vite, les CRS font irruption à leur tour dans les locaux, frappant sauvagement. Ils cognent sur les représentants du personnel navigant, dont Bruyat, qui sera évacué sur une civière. Ils dégagent l'entrée d'Air France ; une porte saute. Pendant ce temps, une délégation est chez Perol, le PDG, veillé par un «représentant des forces de l'ordre». Finalement les forces de l'ordre évacuent les locaux. Les travailleurs ont montré, par cette action, qu'ils sont plus que jamais prêts à amplifier le mouvement et à faire reculer la bourgeoisie.

Richard FEUILLET

METALLURGIE

«CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE» OU REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ?

La direction de la FTM (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT) appelle tous les «salariés» à une journée d'action, aujourd'hui. La FGM-CFDT s'est associée à cette action.

Le thème central, c'est la «convention collective nationale».

DES PROPOSITIONS DE LA FTM...

Le projet est essentiellement bâti autour de deux thèmes :

- La grille unique des salaires (de l'OS à l'ingénieur) et le statut unique des métallurgistes. Une grille des salaires nous est proposée qui, soyons-en sûrs ne manquera pas d'intéresser ces messieurs les ingénieurs, Techniciens, Cadres. On y voit en effet que le salaire qui leur est proposé va de 4 590 F à 10 200 F. Les OS, eux, devront se contenter de 1 785 F pour l'OS1 et 1 976 F pour l'OS2 !

Pour la définition des niveaux et échelons, trois critères :

- connaissances acquises par la pratique ; l'expérience ou l'école,
- la responsabilité et l'autonomie,
- le type de tâches.

Il s'agit tant dans l'attribution des échelons que dans l'importante place réservée à la maîtrise et aux cadres, d'une grille visant non seulement à maintenir la hiérarchie capitaliste mais à la renforcer. D'autant que les augmentations

seront hiérarchisées, puisque c'est le prix du point qui sera augmenté, exemple :

- 0,50 F d'augmentation du point pour 140 points (OS1) = 70 F,
- 0,50 F d'augmentation du point pour 800 points (cadre position 30) = 400 F

- Le statut unique s'appuie sur une aspiration légitime chez les travailleurs, ne pas être déqualifié ou perdre les avantages en changeant de région ou d'usine. Mais les propositions révisionnistes servent en fait à maintenir l'organisation capitaliste du travail. Plusieurs rubriques s'inscrivent dans ce thème :

- il est question d'améliorer les conditions de travail (cadences, effectifs, temps de pause ; moyens d'informations...) mais rien de précis ! Et l'on met sur le même plan «moyens d'information» et cadences...

- «garantie et progression du pouvoir d'achat» mais il n'est pas précisé comment s'effectueraient les augmentations (en pourcentage ? sur quel indice ?) Avec le SMIC à 1 700 F, on sera loin du compte...

- «l'emploi doit être garanti pour tous», qu'est-ce que ça veut dire alors qu'ils acceptent par ailleurs les reclassements en cas de licenciements ?

...AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS :

La période est marquée par une nette recrudescence des luttes de la classe ouvrière : Air-France, Sovirel,

Orléans, Idéal-Standard et beaucoup d'autres. Dans aucune de ces luttes les travailleurs ne reprennent les propositions ci-dessus, et surtout pas la très célèbre «grille d'horaires des salaires de l'OS à l'ingénieur», dont il paraît qu'elle est au cœur des luttes. Nous l'y avons cherchée vainement. Partout c'est : augmentation uniforme des salaires, pas un seul licenciement, paiement intégral du chômage partiel, diminution des cadences, diminution d'horaires, sans diminution de salaire... Comme on voit, ces revendications pour lesquelles des dizaines de milliers de travailleurs se battent actuellement n'ont pas grand chose à voir avec ce que nous propose la FTM.

A Renault par contre, le cahier des revendications reprend les demandes des travailleurs : reprise de l'embauche, 100 F pour tous, embauche des intérimaires... C'est que les gars de Billancourt ont tiré le bilan de la lutte du printemps et posent leurs exigences. Malgré cela, ne va-t-on pas voir comme d'habitude l'Humanité prétendre que les travailleurs de Renault se sont mobilisés pour la Convention Collective Nationale ?

Les travailleurs eux, veulent se battre pour leurs réelles revendications. Mais, pour les imposer, il leur faut arracher la CGT des mains du P-CF et s'unir pour faire payer la crise à la bourgeoisie au lieu de l'aménager à coup de «conventions» !

Gérard PRIVAT

ROCHE (REIMS) CONTRE LES BAS SALAIRES

Chez Roche (machines outils), nous sommes en grève depuis le 13 octobre. On en a ras le bol d'être sous-payé, la moitié des OP ont un salaire maxi de 1500 F par mois. La boîte n'ayant plus beaucoup de commandes, le patron a baissé les horaires à 40 h sans compensation, au rythme où ça va, il y a de grandes chances qu'on descende au-dessous de 40 h, comme toujours dans ces cas là, ça sent le licenciement.

- Nos revendications sont :
- la sécurité de l'emploi
 - pas de réduction de salaire
 - 200 F pour tous

les ouvriers en grève.

ORLEANS

QUELLE: vente par correspondance

L'assemblée générale des travailleurs a rejeté les dernières propositions de la direction à savoir 50 F d'augmentation au 1^{er} décembre.

Les 450 grévistes restent fermes sur leurs justes revendications :

- 100 F pour tous
 - un quart d'heure de pose supplémentaire dans l'après-midi
 - paiement des heures de grève
- Il faut signaler que les salaires mini de Quelle sont parmi les plus bas : 1450 F par mois.

Vendredi dernier, un comité de coordination regroupant les sections CGT et CFDT a été mis en place. C'est ce comité de coordination qui, lundi matin, a envoyé des délégations de grévistes dans les différentes usines. Les travailleurs et travailleuses de Quelle ont évidemment en tête l'expérience de ceux d'Orléans dont la détermination ne fait que les encourager.

Les premières motions de soutien arrivent, elles sont lues dans la cantine et acclamées par les 450 grévistes.

correspondant Orléans

la rénovation de Paris TOUT EST BON POUR CHASSER LES TRAVAILLEURS

Le nouveau Paris des promoteurs, c'est le paradis, dépliants publicitaires, affiches, encadrés rivalisent de superlatifs pour allécher la clientèle et lui dépeindre une vie idyllique dans les nouveaux immeubles qui poussent comme champignons dans la boue des chantiers. Pour convaincre les plus réticents, la visite à l'appartement témoin au confort racoleur et un discours sur tous les avantages du quartier où il n'y aura que des « gens biens » et, tout ce qui est nécessaire à une vie de bourgeois moyen. Telle est la publicité pour les cadres, les employés parvenus. Mais, pour les habitants des quartiers victimes de la rénovation, les promoteurs, les pouvoirs publics soignent également leur publicité, des expositions sont organisées présentant la maquette du futur quartier, rassurante comme un jeu de construction d'enfant sage, avec des bouquets de verdure pour figurer les arbres

Les premiers à être relogés furent entourés de beaucoup de prévenance, c'était des femmes âgées, à qui les promoteurs accordèrent des loyers relativement faibles. C'était apparemment de bonne augure pour la suite et ces personnes heureuses d'avoir à la place du taudis où elles habitaient des appartements neufs et confortables firent une excellente publicité à la rénovation. Mais, bien sûr, les autres n'eurent pas les mêmes égards.

Pour résoudre la question du relogement, les promoteurs engagent ce qu'ils appellent des opérations tiroirs : ils construisent des immeubles sur un terrain libre pour accueillir ceux qui habitaient dans les premiers logements détruits ; cette opération achevée, une partie des constructions neuves construites à l'emplacement des premiers logements détruits, serviront à reloger d'autres expulsés,

un loyer
trois fois
plus cher

Pour faire partir les derniers occupants, on leur propose une somme d'argent ; s'ils acceptent, ils perdent automatiquement leur droit au relogement. Ceux qui refusent toutes ces combines sont relogés soit dans d'autres appartements vétustes appartenant au promoteur et également promis à la destruction ou dans des HLM, à Paris ou en banlieue. Mais ce relogement, même quand il est effectif est source de nouvelles difficultés pour les familles de travailleurs, car les loyers des appartements neufs sont beaucoup plus chers que ceux des vieux appartements. Le prix d'un 2 pièces en HLM est 3 fois plus élevé que celui d'un 3 pièces dans un logement vétuste. D'après un organisme d'étude de la rénovation urbaine, sur les 5 043 familles locataires dans le secteur Italie, au moins 1 500 n'ont pas les moyens de payer un loyer HLM. Pour ces familles, c'est soit l'exode en banlieue où les loyers sont légèrement inférieurs soit au bout de quelques temps les menaces de saisie et d'expulsion pour non paiement du loyer. Vu le faible nombre de logements HLM, la plupart des expulsés ne pourront pas être relogés dans des appartements neufs à Paris. Pour les vieux, c'est très souvent une fin rapide dans l'oubli de l'hospice, loin de leurs souvenirs et du quartier où ils ont vécu. Pour ceux qui travaillent, c'est l'allongement du temps de transport qui double ou triple bien souvent.

La spéculation sur le logement existait avant, mais la rénovation l'a aggravée. En dehors même des zones de rénovation publique, les loyers ont augmenté par suite de la concurrence que se font les promoteurs pour acquérir de nouveaux terrains et des logements en vue des opéra-

« LÁ, IL Y AVAIT DES ACACIAS »

Rue Bobillot tout près de la place d'Italie, là où devait s'élever la tour Apogée, l'ensemble Galaxie s'édifie, un centre commercial doit bientôt s'ouvrir, mais d'autres immeubles n'en sont encore qu'aux fondations. Entouré de tous côtés par ces chantiers, accessible seulement de la rue Bobillot un immeuble de l'Assistance Publique. Sept étages de brique rouge, l'immeuble construit au début du siècle a encore belle allure. Pourtant il est menacé par les promoteurs qui finiront bien par s'en emparer et à le remplacer par une tour. Les chantiers qui l'entourent l'ont sérieusement abimé : les murs se fendillent les plafonds se crevassent. Chez Mr. B. qui me reçoit, des crevasses sont apparues dès que les fondations voisines ont été creusées, on est au cinquième étage, c'est pire me dit-il aux étages inférieurs. « Certains jours on sent l'immeuble bouger, on ne peut plus ouvrir les fenêtres ». Pendant que nous discutons, sa femme est arrivée, nous ne l'avons pas entendue, le bruit que font les travaux persiste en fond sonore du matin au soir. « Je travaille la nuit en hôpital, je viens de me réveiller me dit-elle, maintenant j'arrive à dormir mais il y a deux ans quand les travaux ont débuté c'était difficile ». Ils sont légèrement inquiets pour l'immeuble, qui est surveillé par des ingénieurs et qui maintenant ne devrait plus se détériorer. Quand le trou du chantier a été creusé, les murs n'ont pas été étayés, Mr. B. se demande si ce n'était pas volontaire pour abîmer l'immeuble pour justifier sa destruction. Ils ne savent pas quand ils seront expulsés « On en parle, dans 5 ou 10 ans peut-être avant ».

Le quartier a beaucoup changé « les nouveaux habitants sont prétentieux », ceux qui ont acheté les appartements neufs ne leurs pardent pas. Madame B. surtout regrette l'ambiance et le cadre du quartier avant les travaux. Par une fenêtre elle me montre les chantiers et les blocs qui entourent l'appartement. « avant il y avait de la verdure, pour moi c'était un peu la campagne, il y avait des acacias magnifiques, ça faisait une promenade ».



qui égaieront la ville promise. Il faut convaincre les habitants actuels de laisser les promoteurs agir pour leur bien et attirer les clients des futurs logements baptisés de noms prestigieux. Fini le temps des blocs 23 ou 42 ; maintenant c'est Chéops, Antoine et Cléopâtre... le béton est difficile à personnaliser.

Une opération de rénovation, ça débute par un magistral coup de bluff, de la publicité à profusion, de la poudre aux yeux en pagaille, ensuite on passe aux choses sérieuses : achat des appartements, expulsion des locataires.

des faux bruits
pour faire partir
les locataires

Pour la rénovation du 13^e, prévoyant une forte résistance, les promoteurs avaient pris leurs précautions. Les premières constructions s'étaient effectuées sur des terrains sans logements, où des HLM avaient été construits, afin de reloger les premiers expulsés des autres quartiers.

et ainsi de suite. Mais quand il le peut, le promoteur s'arrange pour ne pas avoir à procéder au relogement qui lui est imposé par la loi. Ce qui frappe, quand on enquête dans les quartiers compris dans une aire de rénovation, c'est l'ignorance des habitants sur les délais de leur expulsion, ignorance habilement entretenue par les promoteurs. Des bruits contradictoires circulent : la démolition est imminente ou bien elle n'aura pas lieu avant 5 ans. Des agents des promoteurs passent et font des propositions d'achat à un ou deux des propriétaires dans un immeuble ou proposent une somme d'argent à un locataire pour qu'il laisse son logement. Qu'ils acceptent ou non, ceci contribue à entretenir la confusion. Alors, les locataires finissent par partir d'eux-mêmes perdant leur droit à l'indemnité de relogement qui en général, est très faible. Les petits propriétaires souvent des ouvriers ou des employés retraités vendent leur appartement à la hâte. Progressivement, le promoteur ou un de ses agents s'empare ainsi d'immeubles, plusieurs années avant les débuts des travaux. En attendant, il loue à des célibataires ou des immigrés, facilement expulsables.

QUAND LES PROPRIÉTAIRES
IMMOBILIERS MODERNISENT...

Il n'y a pas que les habitants des quartiers rénovés à être victimes des requins de l'immobilier, ceux qui habitent des vieux logements sous la loi de 48 connaissent également de plus en plus fréquemment l'assaut des marchands de logements. Les vieux logements, en raison de la loi de 48 réglementant leurs loyers ne rapportent pas assez au gré des propriétaires. Leur solution : faire quelques aménagements afin d'augmenter le loyer. Le bénéfice qu'en tire le locataire est loin de valoir celui du propriétaire, et l'avantage apporté par ces modernisations est souvent illusoire. Madame D. habite depuis 1920 dans le même appartement : 2 pièces qu'elle a meublées avec goût et au prix d'économies durement gagnées. Ses meubles et les quelques bibelots qui les décorent représentent pour elle tous ses souvenirs, et forment le cadre dans lequel elle voudrait finir ses jours. Le confort n'est pas grand, un chauffage d'appoint assure difficilement en hiver la chaleur suffisante et pour l'eau chaude elle a dû faire installer un chauffe-eau. Il n'y a pas de douche, juste un lavabo et les W.C. sont sur le palier. Pour valoriser son capital le propriétaire a voulu installer le confort standard : « toutes ces installations ça aurait fait une pièce en moins et je n'ai que deux pièces, où aurais-je mis mes meubles ? » Alors pour lui forcer la main le propriétaire a condamné les W.C. du palier, elle doit à 75 ans descendre les escaliers pour aller dans les W.C. communs de la cour.



Contrairement aux affirmations des ministres du logement de la bourgeoisie qui prétendaient résoudre le problème du logement à Paris, la situation des travailleurs n'a fait que s'aggraver. Beaucoup ont été chassés, le nombre de logements a diminué au profit de bureaux de grand standing. En même temps, subsistent encore de nombreux logements insalubres, certains infestés de rats : dans le 20^e, au mois d'août, un logement a été envahi par des rats ; à côté, des immeubles totalement vides sont à vendre, à des prix inabordable. L'échec flagrant de la politique gouvernementale de ces dernières années oblige aujourd'hui Giscard à promettre une nouvelle politique, en apparence conforme aux revendications des masses mais en réalité, guère différente de la précédente.

LA GARDE A VUE

Nous avons dans un précédent numéro étudié le contrôle d'identité. Mais il arrive souvent qu'un simple contrôle d'identité se poursuive par une garde à vue. Ou encore que les policiers essaient de faire passer une mesure totalement arbitraire pour

il faut bien se rendre compte que ce domaine est celui de l'arbitraire policier à peine déguisé, mais dans le cadre du renforcement de la répression par la bourgeoisie, il faut utiliser tous les ressorts de la législation contre nos ennemis.

une garde à vue légale. Cela arrive souvent dans les fins de manifestations, mais aussi pour les diffuseurs de tracts ou de journaux, etc... Dans ce cas il peut être utile de connaître les quelques règles qui régissent la garde à vue.

La garde à vue a été l'un des derniers cadeaux de la IV^e République à la V^e. Auparavant, elle existait dans les faits, mais n'avait pas de véritable base légale. Le Code de Procédure Pénale de 1958 est venu lui fournir cette base qui lui manquait.

Peut être retenue en garde à vue toute personne qui est soupçonnée sérieusement d'avoir commis une infraction, mais aussi toute personne susceptible d'apporter des renseignements sur l'affaire, ou toute personne dont l'identité n'est pas établie ou est à vérifier.

local de police pouvant servir à une garde à vue doit se trouver un registre spécial. Les flics sont obligés d'inscrire sur ce registre : l'heure de début de la garde à vue, la durée des interrogatoires, la durée des temps de repos. Il sont obligés de les inscrire aussi sur le procès-verbal d'interrogatoire. L'heure du début de la garde à vue est l'heure d'arrivée au commissariat. Si la garde à vue est intervenue après une convocation, c'est l'heure du début de l'interrogatoire qui marque le point de départ du délai. Si les heures mentionnées sur le procès-verbal sont fausses, il ne faut pas hésiter à refuser de le signer (il n'est jamais obligatoire de signer un procès-verbal).

La police a l'obligation de laisser des temps de repos entre les interrogatoires. Mais il faut les exiger car elle a une curieuse tendance à « oublier » cette obligation. De même à la fin des premières 24 h, il faut exiger de voir l'autorisation écrite de prolongation du procureur.

Une autre obligation pour la police est le contrôle médical. Le procureur peut désigner un médecin, de son propre chef ou à la demande de la famille, pour examiner la personne gardée à vue. Il le peut mais il n'y est pas obligé. Par contre au bout de 24 h, la personne gardée à vue peut exiger cet examen médical. En ce cas c'est l'officier de police qui a décidé la garde à vue qui désigne le médecin. Le contrôle médical peut être un moyen de faire constater d'éventuels sévices subis.

Nous verrons demain les exceptions qui peuvent exister pour cette procédure.

Yves BEAUMONT



LA GARDE A VUE EN REGLE GENERALE

Elle ne peut avoir lieu que dans le cadre d'une opération de police judiciaire.

Elle permet à la police d'interroger les gens sans la présence d'un avocat. On sait que la plupart des exactions, crimes racistes et autres sévices dont la police s'est rendue coupable ces dernières années ont eu lieu pendant des gardes à vue. En effet le système permet aux flics de « cuisiner » un individu sans aucun témoin.

La durée de la garde à vue est en principe de 24 heures. Mais ce délai peut être renouvelé avec autorisation écrite du procureur de la république, ce qui amène la durée à 48 h. En général, cette autorisation est obtenue très facilement.

Durant la garde à vue, la police est tenue d'observer certaines règles qu'il est bon de connaître. Tout d'abord, bien qu'ils soient monnaie courante, il faut rappeler que les coups, menaces, injures, etc... sont théoriquement interdits. Dans tout

SUR TF1, LUNDI SOIR :
LA MAISON DES OTAGES

Trois crapules font irruption dans une maison bourgeoise. Ils se sont évadés d'un pénitencier et veulent de l'argent pour fuir. Voilà l'histoire dont se saisit Wyler, le réalisateur de « La Maison des Otages ». Le chef de la bande, c'est Humphrey Bogart, un chef dont la violence va être l'occasion pour le réalisateur de définir un point de vue policier sur la délinquance. Le père de la famille prisonnière a réussi dans les affaires. Sa maison cernée par la police, il saura éviter une charge meurtrière avec un plan qui tient compte de la « psychologie » des délinquants. C'est de cette « psychologie » que traite le film.

Ce sont des gangsters crapuleux et cela, Wyler le décrit abondamment : meurtre, chantage, tout y est. Qu'est-ce qui se trouve à l'origine de cette violence ? L'explication se trouve résumée dans la bouche de Bogart, lorsqu'il déclare : « je vous hais, vous les nantis, ceux de votre classe... vous les riches... »

Le mobile des crimes, c'est, selon le réalisateur, la haine de classe. Que quelques délinquants justifient leurs vols dans cette haine, c'est possible. Le film lui, s'en saisit, pour en faire une théorie.

Tous ceux qui prennent des otages, tous les tueurs, ce serait finalement des révoltés qui parlent de lutte de classe. Et comment doit-on traiter avec eux ; en les abattant bien sûr, c'est même pour eux une délivrance ! « Fais vite » déclare Bogart à la fin du film « avoir trop de haine sur le cœur, c'est dur... »

La leçon du film, c'est que tous les délinquants sont des révoltés, tous les révoltés, des gangsters en puissance. Voilà qui doit satisfaire Poniatowski.

Claude VILLARD

programme

MERCREDI 5 NOVEMBRE

TF 1
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'ARC DE TRIOMPHE comédie de M. Mithois
22 h 10 - INTERROGATIONS :
* La Justice
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST-A-DIRE Magazine
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAM. REGIONAUX
20 h 30 - Cataclysmes et catastrophes : SAN FRANCISCO Film am de W.S. van Dyke (v.f.)
22 h 20 - JOURNAL et fin

JEUDI 6 NOVEMBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS
21 h 20 - SATELLITE Magazine
22 h 20 - ALLONS AU CINEMA
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA CREATION FEMININE : CRIS
22 h 20 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10 000
20 h 30 - Un film, un auteur : UN DIMANCHE COMME LES AUTRES Film angl. de John Schlesinger (v.f.)
22 h 20 - JOURNAL et fin

LECANUET à TF1

* Ce soir, Lecanuet est invité à l'émission de Denis Huisman « Interrogations » qui débute à 22 h 10. Le garde des sceaux ne manquera pas de s'en servir pour développer sa conception de la Justice. Denis Huisman sera là pour lui donner le change et faire semblant de prendre en compte les questions que nous nous posons. Il a notamment prévu de demander à Lecanuet : la justice est-elle réellement faite pour protéger les puissants contre les humbles ?

Lecanuet n'est pas né de la dernière pluie. Il ne va pas avouer de but en blanc qu'il s'y emploie ! En se saisissant du prétexte de la délinquance, il va au contraire s'ingénier à prouver le contraire.

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Arrêté pour avoir sonné le tocsin appelant à un rassemblement des travailleurs de la Croix-Rousse, Norbert profite de son séjour en prison pour faire une sorte de bilan de l'histoire de l'homme.

La nuit suivante, je vis en songe un Fellah (paysan égyptien), qui traversait la plus belle rue de Thèbes, portant sur l'épaule un paquet au bout d'un bâton. Il passait devant un palais superbe, qui commençait à tomber en ruines. Un vieillard était assis devant la porte de ce palais.

- Où vas-tu ? dit-il au paysan.

- Je vais porter des provisions à mon grand-père.

- Ton grand-père a plus de chance que moi.

- Vous plaisez, Monseigneur.

- Non, je ne plaisante pas. J'ai été grand-père aussi ; tous mes descendants sont morts de faim et je vais en faire autant. Tu viens de traverser la ville, et tu n'as rencontré personne ?

- Non, Monseigneur, et cela devait être.

- Tu es donc fataliste ?

- Je ne sais pas ce qu'on entend par fataliste ; mais ce que je sais, c'est que vous avez pris mon frère aîné pour creuser les fondations de votre palais ; que vous avez pris

mon second frère pour élever l'édifice ; mon troisième frère pour exécuter les sculptures, mon quatrième frère pour installer les ameublements ; mon cinquième frère pour en faire votre valet ; mon sixième frère pour votre cuisine ; mon septième pour vous servir de concierge et le huitième pour garder votre palais. Mon père et mon grand-père travaillaient à la culture pendant que j'étais occupé à vous apporter des provisions. Mon père écrasé d'impôts et ruiné par les corvées, se crut en droit de vous adresser des réclamations ; pour toute réponse, vous l'avez fait pendre. C'est ainsi que je suis resté seul avec mon grand-père, travaillant le moins possible, ou du moins assez pour satisfaire à nos besoins parce que chaque fois que je venais à Thèbes, je voyais tant de beaux messieurs si sérieusement occupés à ne rien faire que j'en ai perdu le goût du travail.

Ce songe me rappelait notre situation. La France, depuis la grande Révolution, a produit des merveilles dans tous les genres ; le peuple a travaillé ; il a démoli d'anciens quartiers, percé des rues nouvelles, édifié lui aussi, comme les Egyptiens, des palais splendides, creusé des canaux, construit des voies ferrées ; la spéculation a bâti plus de château depuis 1830 que

les seigneurs féodaux du Moyen-Age n'en ont érigé en l'espace de sept siècles. Les classes dirigeantes ont endetté l'Etat, les départements et les communes pour fournir des rentes aux oisifs qui habitent ces demeures luxueuses. Il est probable cependant que ceux qui ont tant peiné se laisseront à la fin de s'emparer éternellement sans jamais récolter et que le jour de la justice lura pour eux.

Je jetai ensuite un coup d'œil sur la civilisation romaine. Qu'y voit-on ?

Un peuple de brigands s'exerçant aux armes dans le but de ravager l'univers ; les patriciens s'emparant de la meilleure partie des peuples vaincus. Si quelque grincheux vient à soulever la question de la répartition du pillage sur un pied d'égalité, on le traite d'ambitieux et on l'assassine pour lui apprendre à vivre. Tel fut le sort réservé aux petits-fils de Scipion par les sénateurs.

En Grèce, ces mêmes Romains violent audacieusement le droit des gens et vendent à l'encan les citoyens libres. Dans leurs discours menteurs, ils se posent en victimes de l'ingratitude des nations et partout ils portent le pillage, le massacre et la dévastation. Tel est le bilan de cette fameuse civilisation romaine.

(A suivre)

international

remaniement aux USA la "detente" mène a la guerre

(suite de la p. 1)

S'il y a des vaincus, il semble bien aussi qu'il y ait un vainqueur : Henri Kissinger. En effet, si ce dernier perd par la même occasion son poste au conseil de sécurité US, le général Brent Scowcroft, désigné pour le remplacer, est souvent décrit aux USA comme le «loyal alter ego» du ministre yankee des affaires étrangères.

L'OBJET DE LA QUERELLE

La question de savoir si la deuxième phase des négociations «SALT», de «limitation des armements stratégiques», aboutira ou non avec l'URSS, se joue dans les prochaines semaines. C'est sur ce point que, ces derniers jours, Schlesinger et Kissinger s'affrontaient âprement.

Kissinger ayant prétendu que les questions en suspens étaient réglées «à 90%», un affrontement s'en était suivi au conseil de sécurité entre les deux hommes.

Derrière les négociations SALT c'est l'équilibre d'ensemble des forces du pacte de Varsovie et du traité de l'OTAN qui est posé : Schlesinger estimait que les USA étaient «dépassés de 50%» par



Chars soviétiques

l'URSS dans le domaine des dépenses d'armements. Il affirmait : «à l'heure actuelle, l'OTAN n'a pas une force de dissuasion non nucléaire assurée pour conjurer une guerre éclair». La comparaison des forces stationnées en Europe montre en effet que le nombre des chars du pacte de Varsovie est supérieur de 10 000 à ceux de l'OTAN (sans compter ceux qui sont sur le territoire soviétique).

UNE POLITIQUE DANGEREUSE

L'orientation de la politique américaine consacrée par le départ de Schlesinger est dangereuse. Ce n'est pas pour rien que l'URSS s'est assurée dans les dernières années la supériorité, de plus en plus marquée, dans divers domaines militaires. En 1968, cette puissance agressait la Tchécoslovaquie en vue de la maintenir sous sa coupe. En 1971, elle organisait l'invasion du Pakistan oriental (devenu Bangladesh) par l'Inde. A chaque crise au Moyen-Orient ou en Méditerranée, on la voit mobiliser sa flotte et menacer d'intervenir.

Arrivée sur la scène du partage du monde après les Etats-Unis, l'URSS aujourd'hui lui dispute l'hégémonie. Partout où les Etats-Unis, vieux oppresseurs des peuples, rencontrent des difficultés, l'URSS essaie de se glisser à leur place, et d'une façon générale, elle fait tout pour étendre son emprise. Le dernier mot de sa politique, c'est à son armée d'agression qu'elle laisse le soin de le dire. Cette ambition démesurée est aujourd'hui la principale source de danger d'une troisième guerre mondiale.

De leur côté, les Etats-Unis tentent de maintenir leur sphère de domination. Mais les concessions qu'ils font aujourd'hui à l'URSS, en créant un déséquilibre militaire, encourage les visées agressives de Moscou : la «détente», c'est la préparation de la guerre. Kissinger, en se préparant à céder aux exigences soviétiques, se trouve dans le rôle de Chamberlain et Daladier, représentants de l'impérialisme français et anglais, capitulant devant Hitler qui préparait la deuxième guerre mondiale.

Jean LERMET

A LA FRONTIERE CHINOISE :

PROVOCATIONS INDIENNES

«Le 20.10.75 à 13 H 30 un groupe de soldats indiens a franchi à la passe Tulung, dans le secteur oriental de la frontière sino-indienne, la ligne de contrôle effectif du 7 novembre 1959, et fait intrusion dans le Tibet en Chine. Le personnel du poste de contrôle civil de CHUNA, Tibet, Chine, a donné des avertissements répétés aux soldats pour leur signaler qu'ils avaient franchi la ligne de contrôle effectif et leur demander de se retirer immédiatement. Mais les troupes indiennes ont passé outre et qui plus est, ont lancé sans cesse des provocations et voire même ont tiré sur le personnel du poste de contrôle civil chinois, faisant peser ainsi une grave menace sur la vie du dit personnel chinois.

Celui-ci a donc été obligé de répondre en légitime défense. Au sujet des activités d'intrusion et de provocation sus-mention-

nées des troupes indiennes, un responsable du département des affaires de l'Asie au Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine a remis dans la matinée du 22 octobre 75 une note de protestation au chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de l'Inde en Chine et a informé verbalement la partie indienne qu'au cours de la riposte en légitime défense le personnel du poste de contrôle civil chinois avait tué 4 soldats indiens et que la partie chinoise était prête à tous moments à permettre à la partie indienne de ramener les corps des soldats tués.

UNE SIGNATURE PROBANTE

Le 25 octobre, dans l'après-midi, le chargé d'affaires indien a eu, à sa demande, une entrevue avec le responsable du département des affaires de l'Asie au Ministère des Affaires étrangè-

res de la RPC, au cours de laquelle il a dit que la partie indienne voulait ramener les corps des soldats indiens ainsi que leurs armes et munitions, et en a signé un récépissé. Les faits sus-dits montrent clairement ceci : ce sont précisément les troupes indiennes qui ont franchi la ligne de contrôle effectif et fait intrusion dans le Tibet en Chine, mais la partie indienne au mépris des faits a allégué que le personnel chinois avait pénétré en territoire indien. Ce sont précisément les troupes indiennes qui ont tiré des coups de feu à des fins de provocation, mais la partie indienne a accusé calomnieusement le personnel chinois d'avoir tendu une embuscade.»

POUR UN REGLEMENT FRONTALIER

La position du gouvernement chinois sur la question de la

frontière sino-indienne est connue de tous. En vue d'éviter les conflits frontaliers et d'assurer la tranquillité à la frontière, le gouvernement chinois est invariablement d'avis que le statu quo doit être maintenu à la frontière, avant le règlement de la question de la frontière. A cet effet, il a pris, de son seul côté, une série d'initiatives ; depuis deux années le personnel des postes de contrôle civil chinois en mission du côté chinois de la ligne de contrôle effectif à la frontière sino-indienne a toujours observé scrupuleusement cette position de principe du gouvernement chinois. Nous espérons que le gouvernement indien prendra des mesures efficaces et garantira que de pareils incidents ne se renouveleront pas à l'avenir.

(Agence Chine Nouvelle)

(les sous-titres sont de notre rédaction)

SAHARA OCCIDENTAL :

a la veille de la "marche": diplomatie et escarmouches

La marche de Hassan II qui doit commencer incessamment a un caractère de moins en moins pacifique. Des affrontements armés ont opposé des combattants du Front Polisario à des soldats marocains, le 3 novembre en fin d'après-midi. Les soldats marocains voulaient occuper un poste de contrôle en territoire sahraoui, qui venait d'être évacué par l'armée espagnole.

Les troupes marocaines chargées d'assurer la «protection de la marche» ont reçu l'ordre de se masser à 80 km à l'Est du parcours, non loin de la frontière algérienne.

Cependant les contacts diplomatiques se poursuivent. Le 3 novembre le roi du Maroc a fait porter un message au président algérien. Dans le même temps le premier ministre marocain a été reçu par Juan Carlos. Il s'est envolé de Madrid hier après-midi, après avoir été reçu par Arias Navarro le premier ministre, hier matin.

L'envoyé du secrétaire général de l'ONU est arrivé à Agadir, hier en fin de matinée, pour rencontrer le gouvernement marocain.

En Espagne, un projet de loi devait être déposé aujourd'hui aux Cortès, sur la décolonisation du Sahara Occidental. Ce texte comporte deux articles l'un précise que le Sahara cesse d'être province espagnole, l'autre que le contrôle du territoire sera remis à la population qui l'occupe.

De son côté, le ministre des affaires étrangères de l'Algérie a rappelé les positions de son pays : «aucun peuple aussi petit soit-il par le nombre de sa population n'a mérité d'être mis entre parenthèses par la communauté internatio-

nale et aucun pays aussi puissant soit-il n'a acquis le droit de fixer les limites de ses frontières selon les conjonctures politiques et selon son bon vouloir.»

Est-ce un résultat des contacts entre les gouvernements espagnols et marocains ? Un chef de tribu, censé représenter le peuple sahraoui aux Cortès, le parlement espagnol, s'est rendu à Agadir pour prêter serment d'allégeance au roi du Maroc. C'est en tout cas une nouvelle tentative pour nier les droits du peuple sahraoui.

LIBAN FRANCS-TIREURS PHALANGISTES

Le cessez-le-feu est appliqué pour l'essentiel à Beyrouth. Cependant, des difficultés subsistent encore.

Dans des quartiers où «les comités de désengagement» prenaient l'initiative d'enlever des barricades, les francs-tireurs phalangistes du parti de Chamoun tiraient sur les éléments de ces comités.

Les «comités de désengagement» sont constitués : de l'armée, de la Résistance, des éléments patriotes et maintenant des représentants des partis politiques.

Le «comité de désengagement» de Chiah-Ain Remmaneh a été attaqué : deux officiers, un commandant libanais et un capitaine palestinien tués. La Résistance a accepté de dépasser cet événement pour qu'il y ait vraiment un arrêt des combats mais elle a expliqué que ces attaques contre les comités visent à la reprise des combats, et qu'il n'est pas possible de parler d'accords entre les parties tant que les francs-tireurs continuent leurs manœuvres.

Des difficultés dans d'autres quartiers : sur le Front de la Quarantaine des francs-tireurs ont également agi contre le comité qui venait enlever les barricades, de même qu'à Sin-Il-Fil, et à Tell-ez-Zaatar.

Par ailleurs, les manifestations populaires continuent. Un rassemblement s'est tenu à Baalbeck (dans la Bekaa) en soutien à la Résistance, contre les phalanges, contre le régime égyptien, contre l'accord égypto-sioniste, contre la politique de faiblesse de l'Etat face à Israël et contre la partition du Liban.